



INFO LUTTES

Montreuil, le 7 janvier 2022

2022 : ON AMPLIFIE LES LUTTES !

L'année 2021 s'est achevée sur une multiplication d'actions revendicatives. La plupart ont engendré des avancées, notamment sur des majorations de prime de travail et/ou traction et l'emploi, quand d'autres s'ancrent.

Toutes participent à la construction d'un rapport de forces élargi en faveur d'une augmentation générale des salaires, d'emplois supplémentaires partout où le besoin est identifié, de la défense

et de la reconnaissance des métiers et de leur technicité, de l'arrêt des réorganisations incessantes dégradant les conditions de vie et de travail des cheminots et la qualité du service public.

En 2022, forte de ces luttes et avec les cheminots prêts à s'engager, la CGT continuera de s'employer à construire et à dynamiser les mobilisations nécessaires !

Construisons ensemble, engageons-nous pour tous !

➤ RÉGION DE LYON : UNE MOBILISATION MAJORITAIRE !

Le 17 décembre dernier, et ce malgré la levée de certains préavis de grève suite à la satisfaction de revendications, plus de 200 cheminots de la région de Lyon, préalablement réunis en AG, étaient présents devant les directions TER Aura et Axe TGV Sud-Est !



Que l'on ne s'y trompe pas :

Malgré les avancées, Le compte n'y est pas ! Ce fut le message clair envoyé à la direction SNCF.

Cette séquence de mobilisation est riche d'enseignements ! Partout où l'implication des cheminots s'annonçait massive et majoritaire, la direction a cédé :

- **plus 148 emplois** cheminots à TER Aura pour début 2022 (seulement 80 recrutements par an les deux dernières années) ;
- à l'UP TGV de Scaronne (Traction), nous gagnons la **majoration de 20 % de la prime de travail sur 3 mois (soit 600 €)** avec 95 % d'intention de grève ;
- au contrôle TGV, avec 70 % de grévistes, nous gagnons la **majoration de 20 % de la prime de travail sur 4 mois (soit 300 €)** ;
- au contrôle TER, nous **gagnons le maintien du paiement de l'espagnol et le report du passage des constats de langue à 2028** ;
- au Matériel, sur le technicentre Aura de Vaise, nous gagnons également la **majoration de 20 % de la prime de travail** ;
- sur Lyon-Mouche, nous obtenons, là encore, une prime de 400 €.

Des avancées en termes de rémunération et d'emploi... alors que, quelques jours avant les préavis, tout cela était « impossible, infaisable, soumis au national... ». Les directions continueront à tirer sur la corde tant qu'elles n'auront pas d'opposition collective massive et organisée face à elles. C'est là toute l'ambition de la CGT... La lutte continue !



MIDI-PYRÉNÉES : UNE GROGNE, DES REVENDICATIONS, DES MOBILISATIONS GAGNANTES !

À l'équipement, le travail de mobilisation, ayant déjà permis de gagner 20 emplois, se poursuit. L'objectif : continuer d'élever le rapport de forces pour contraindre la direction à satisfaire l'ensemble des revendications portées. La CGT ne transigera pas sur les moyens nécessaires à la sécurité ferroviaire et à l'amélioration des conditions de vie et de travail des cheminots !

À l'appel de la seule CGT, en coopération avec le secteur fédéral CGT de Montpellier, les ADC du TER Occitanie se sont mobilisé·e·s. Ce conflit a permis la tenue de tables rondes annonçant des recrutements. Alors que la direction jurait, la main sur le cœur, avoir les effectifs nécessaires, la mobilisation des cheminots avec la CGT permet, **sur le périmètre TER Occitanie, d'obtenir : plus 41 ASCT, plus 68 ADC et des annonces à venir, notamment au Matériel.**



Au mois d'octobre, les ADC de l'axe Atlantique se sont mobilisé·e·s pour la rémunération et les conditions de travail. Un week-end de grève permettant le maintien des lignes de roulements pour 2022, 18/7e supplémentaires, un renfort au bureau de commande et la grille de repos à l'année pour les agents en FAC.

À l'EIC, la direction restait sourde aux revendications de la CGT mais, le taux important de grévistes, dont 100 % au COGC, aura permis une révision de la copie. Résultat : **43 embauches annoncées pour l'EIC et 2 supplémentaires pour le COGC.**

À l'ESV TGV Sud-Ouest, avant même le début du conflit, une forte mobilisation annoncée a permis d'obtenir des avancées sur l'emploi avec la montée de 2 ASCT sur le roulement de Toulouse, 1 à la réserve et, début 2022, la tenue d'une table ronde pour parler effectifs, RPS et charge de travail.

À Saint-Jory, à l'appel de la CGT, tous les agents du site Fret ont fait valoir leur droit de grève. La direction n'a eu d'autre choix que de se remettre autour de la table, avec des propositions concrètes tant sur l'emploi que sur les conditions de travail ou encore la rémunération. Concernant l'emploi, recrutement de 2 TB, recherche d'un volontaire pour TA vers TB, détachement d'1 TB et recrutement d'1 TA. Pour les OPF, recrutement de 5 agents et détachement de 2 supplémentaires. Sur l'amélioration des conditions de travail, la direction va détendre le roulement TB. En termes de rémunération, c'est 20 % d'augmentation de la prime de travail pendant 8 mois des OPF, des ROL, des planificateurs et même chose pour la prime traction.

La détermination de la CGT, avec les cheminots, démontre que seul un rapport de forces bien construit permet de gagner la satisfaction de revendications profitant au collectif. La CGT continuera à défendre le service public SNCF et les cheminots.

NORMANDIE : EN LUTTE POUR LA DÉFENSE ET LE DÉVELOPPEMENT DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE !

SUPPRESSION D'EMPLOIS, ATTAQUE CONTRE LES USAGERS !

La direction SNCF, avec la validation d'Hervé Morin, président du conseil régional de Normandie, a décidé de supprimer les contrôleurs à bord des trains circulant entre Rouen et Dieppe et Rouen et Le Havre. En réalité, c'est l'amorce d'une politique totale de suppression des contrôleurs dans nos trains !

Ce projet néfaste entraînerait une baisse de la qualité de service, une augmentation des incivilités et des agressions à bord des trains, des problèmes pour assurer la sécurité dans certaines situations, l'abandon des voyageurs à leur propre sort... Qui alors pour aider un voyageur en difficulté ? pour gérer les correspondances en cas de retard ? pour prendre en charge un malade voyageur ?... D'autant que la direction SNCF poursuit sa politique de déshumanisation totale, fermant dans le même temps des gares, réduisant l'ouverture de guichets et le nombre d'agents pour assurer la prise en charge voyageurs. Ce sont près de 50 emplois qui sont menacés aujourd'hui !

Ça suffit ! L'entreprise publique de service public SNCF, bien de la nation, appartient aux citoyens et doit répondre aux besoins grandissants de la société en matière de transport, et répondre ainsi aux enjeux environnementaux de notre temps !

C'est pourquoi les cheminots de Seine-Maritime sont mobilisé·e·s dans une grève reconductible tous les lundis, commencée le 29 novembre. À ce jour, la direction a proposé la régularisation en CDI de 22 emplois en CDD... Mais le compte n'y est pas, et la lutte continue !

► PARIS RIVE GAUCHE : LÀ AUSSI, DES LUTTES GAGNANTES !

Technicentre des Ardoines – 9 jours de mobilisation payants. Depuis plusieurs mois, les cheminots du Matériel débrayant massivement ont alerté la direction sur les questions de sous-effectifs, de rémunération et de conditions de travail. L'absence de réponse a amené le syndicat CGT de Vitry-Choisy à déposer, en concertation avec les cheminots, des préavis reconductibles dans plusieurs équipes à l'appui de cahiers revendicatifs détaillés. Au bout de neuf jours de grève et après discussions, **la direction concède la création de 2 emplois immédiatement, le versement d'une gratification exceptionnelle, le réaménagement des locaux et s'engage sur des actions liées aux conditions de travail.**

Établissement Services Transilien de la ligne C : coup d'arrêt brutal pour la direction.

Début octobre, les ASCT de banlieue (GCIF) débutent une mobilisation massive pour s'opposer à la mise en place des petits collectifs devant entraîner la suppression de près de la moitié des CBORM (QD), avec pour effet un déroulement de carrière ralenti, voire inexistant pour de nombreuses années. S'ajoute à cela la suppression des postes de RET, RDUO et DUO.

Après deux mois d'une lutte organisée avec les syndicats CGT d'Austerlitz et de Brétigny, quatre rassemblements et une journée de grève, **la direction retire son projet.** Après avoir consulté les ASCT, la CGT acte le retrait du projet Petits Collectifs mais appelle les ASCT à rester vigilants sur les projets qui pourraient voir le jour dans les prochains mois et à se tenir prêts à se mobiliser pour défendre le métier d'ASCT.

Dans le même temps, cette même direction tente d'imposer aux **agents commerciaux gares** une programmation en matinée pour les agents en roulements soirée et extrême soirée, de généraliser l'itinérance par le déplacement d'agents sur des gares d'une autre zone ou la « tenue » de plusieurs gares par un même agent sur une journée de service.

Suite à l'intervention des syndicats CGT d'Austerlitz et de Versailles et à une interpellation de la direction par les cheminots, **la direction revient sur ses décisions.** Il est également obtenu une ouverture de négociations début 2022 pour compenser les pertes d'EVS et reconnaître la pénibilité des agents commerciaux depuis le début de la crise sanitaire.

Établissement Traction Axe Atlantique – résidence Montparnasse : les conditions de travail au cœur de la lutte. Suite à l'action sur l'axe Atlantique d'octobre, les problématiques liées aux conditions de travail et aux roulements de la résidence de Montparnasse n'avaient pas été entendues par la direction. Face au blocage des discussions, les militants CGT de la résidence de PMP organisent une action de grève tous les week-ends à partir du 4 décembre. 70 à 80 % participent à l'action.

Malgré des négociations rocambolesques, **la mobilisation des ADC,** l'appui du syndicat de Montparnasse et l'intervention du secteur fédéral auprès de la direction de l'axe, **la direction se voit contrainte de répondre aux revendications sur les conditions de travail et le montage des journées.**

► ORGANISÉ, ÇA BOUGE ÉGALEMENT SUR L'AXE TGV EST AVEC LA CGT !

Face au mécontentement des cheminots de l'axe TGV Est concernant la faiblesse des salaires et dans le cadre des avancées obtenues sur l'axe TGV Sud-Est sous l'impulsion de la CGT, la direction de l'axe TGV Est vient de transmettre aux organisations syndicales deux notes d'information (ADC et ASCT) détaillant des mesures de majoration de la prime de travail :

- **ADC TA et TB : majoration de 15 % de la prime de travail sur les trois derniers mois de l'année 2021,** dont les versements seront conditionnés « à la réalisation d'un plan de transport normal pendant les fêtes de fin d'année » ;
- **ASCT : majoration de 20 % pour les mois de novembre et décembre 2021 et pour les mois de janvier et février 2022,** dont les versements seront conditionnés « à la réalisation d'un plan de transport normal pendant les fêtes de fin d'année et [si] la performance sur les fondamentaux de production demeure à bord des trains de TGV Est ».

La CGT prend acte de ces décisions de la direction qui restent cependant très éloignées de nos revendications salariales, aussi bien pour les ADC (avec notamment la refonte de la prime traction) que pour les ASCT et, plus largement, pour l'ensemble des cheminots roulants et sédentaires !

La CGT appelle l'ensemble des cheminots à se mobiliser pour obtenir la réouverture d'une véritable négociation salariale sur le plan national (NAO), comme demandé par les fédérations CGT et Sud-Rail dans un courrier transmis à Jean-Pierre Farandou le 15 décembre dernier.

D'ores et déjà, et dans l'attente d'une réponse à ce courrier, la CGT appelle l'ensemble des cheminots ainsi que tous les salariés du public et du privé, à se mobiliser massivement pour les salaires, l'emploi, les pensions et les minima sociaux, le jeudi 27 janvier 2022.

CHAMPAGNE-ARDENNE : LES CHEMINOTS ET LA CGT ENSEMBLE, UNE FORCE INCONTOURNABLE !

Dans le cadre de la construction du rapport de forces impulsé et imposé par la CGT les derniers mois de l'année 2021, des avancées ont été obtenues pour les cheminots du TER Grand-Est, qu'ils soient roulants ou sédentaires !

Concernant la traction, les premiers projets du SA 2022 n'avaient que pour ambition de déstructurer le service public dû aux usagers et de réduire les connaissances lignes des ADC. Bien entendu, la direction avait fait le choix de vendre au mieux les directions de lignes à certaines OS ayant choisi d'accompagner cette organisation de la production.

C'était sans compter sur la CGT des cheminots du secteur de Reims, qui, par les différentes propositions faites par ses syndicats, a permis d'améliorer considérablement le quotidien des cheminots de la traction. Force est de constater que l'abnégation de notre organisation avec la mobilisation des cheminots a permis :

- à Reims, d'avoir des charges de travail tournées vers Nancy, alors que Paris s'éloignait lentement ;
- à Châlons-en-Champagne, la pérennisation de cette même destination ne s'est pas faite sans douleur et que, malgré tout, celle-ci se concrétise par un deuxième aller-retour ;
- sans oublier le travail de notre organisation sur l'apport d'effectifs suffisants sur Chalindrey et les améliorations des conditions de vie et de travail sur les sites de Troyes et Charleville.

Les projets de tâches au sol, portés par la direction de la DL CA et visant à détruire un peu plus le métier de contrôleur, ont vu un rejet massif des ASCT. Sous l'impulsion de la seule CGT du syndicat de Reims, la direction a revu sa copie et a été **obligée de remettre de la présence humaine sur les trains de la direction de ligne Champagne-Ardenne.**

Sur Châlons, ce sont **des mutations entrantes qui vont permettre de pérenniser des charges de travail nouvelles et améliorer les conditions de vie et de travail des ASCT avec une perspective de consigne congés qui sera à améliorer.** De plus, la direction, sous la contrainte, a été obligée de lâcher du lest. **Un apport financier supplémentaire voit l'octroi d'une majoration de la prime de travail de 20 % à l'ensemble des ASCT sur les mois de décembre et janvier de PGE et CA. Cette mesure fait suite à l'acharnement de la CGT sur la bataille des salaires.**

Concernant les **escales et la vente**, des rapports de forces mis en place et gagnés par les cheminots avec la CGT ont **permis de faire reculer la direction.** C'est le cas notamment sur l'escale de Reims, où la direction a été obligée de prendre en compte le projet porté par la seule CGT, ou encore sur l'escale de Châlons-en-Champagne, où la réorganisation via la polyvalence n'est plus à l'ordre du jour.

Au Matériel, sur le technicentre d'Épernay, force est de constater aussi que la direction, arc-boutée sur ses positions, a fragilisé les relations entre la direction et les cheminots. Après plusieurs interpellations de la CGT, auprès de la direction du technicentre et RH TER Grand-Est, **la direction a revu sa copie et reporte son projet de réorganisation « disponibilisante » à une date ultérieure.**

**TOUS ENSEMBLE, TOUS CHEMINOTS,
POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS !
EN 2022, ON ÉLARGIT LES LUTTES, ON HAUSSE LE TON !**

